

Auto contrôleFacturation
Paiement
Transmission IDA
Validation IDA**Administration**Autorisation
Permis exploitation
Facturation**Commune**Envoi préavis
Envoi préavis permis exploit.
Réponse préavis commune
Réponse préavis permis exploit.**N° LIMSOPHY****N° SAP**

Date entrée:

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC❖ **Enseigne exacte de l'établissement**

Si reprise d'un établissement existant: ancien nom

Adresse

NPA et localité

Téléphone

Courriel

❖ **Exploitant (requérant de l'autorisation)**

Forme juridique	Entreprise individuelle	SA	Sàrl	Soc. en nom collectif
	Soc. en commandite	Coopérative	Fondation	Société simple
	Association	Collectivité ou établissement de droit public		

Nom de la société

Personne exerçant la direction de la société ou personne en raison individuelle (* grandes entreprises: champs facultatifs)*

Civilité Madame Monsieur

Nom

Prénom

Date de naissance

Nationalité

Adresse de correspondance

Rue et No

NPA et localité

Téléphone

Portable

Courriel

❖ **Personne responsable***(personne physique à laquelle l'exploitant confie la responsabilité opérationnelle de l'établissement)*

Civilité Madame Monsieur

Nom

Prénom

Adresse

Portable

NPA et localité

Date de naissance

Téléphone

Portable

Courriel

DOCUMENTS À JOINDRE À LA DEMANDE

- **Documentation d'autocontrôle selon le Guide des bonnes pratiques dans l'hôtellerie et la restauration**
- Si un suppléant de la personne responsable est désigné : photocopie d'une pièce d'identité
- Dans tous les cas, une copie d'une pièce d'identité suisse ou du permis de séjour de la personne responsable doit être jointe

Hôtellerie, logements d'hôtes, camping

- Rapport de la commission de salubrité publique datant de moins d'une année, qui atteste que les logements et installations sanitaires sont conformes aux normes d'hygiène et de salubrité publique

Entreprise individuelle

- Extrait du casier judiciaire (**ORIGINAL**) du requérant, datant de moins d'un mois

Société simple, en nom collectif ou en commandite

- Document d'inscription au registre du commerce, datant de moins de trois mois, si la société est inscrite
- Extrait du casier judiciaire (**ORIGINAL**), datant de moins d'un mois
 - des associés de la société
 - de la future personne responsable de l'établissement public

SA, Sàrl, Coopérative

- Document d'inscription au registre du commerce, datant de moins de trois mois
- Extrait du casier judiciaire (**ORIGINAL**), datant de moins d'un mois
 - des administrateurs de la société
 - de la personne qui exerce la direction de la société
 - de la future personne responsable de l'établissement

Ces documents de même que la photocopie de pièce d'identité du suppléant ne doivent pas être fournis si la condition ci-dessous est applicable (cocher)

Le requérant est une grande entreprise. La personne soussignée atteste que les administrateurs de l'entreprise, la personne qui en exerce la direction et la personne responsable de l'établissement public n'ont pas fait l'objet d'une condamnation qui figure actuellement sur leur casier judiciaire

Fondation, Association

- Extrait du casier judiciaire (**ORIGINAL**), datant de moins d'un mois
 - des membres du comité ou du conseil d'administration (si plus de 5 membres : seulement du président, du vice-président et du caissier)
 - de la personne qui exerce la direction de la fondation ou de l'association
 - de la future personne responsable de l'établissement public

En cas de but non lucratif : copies des statuts en français

Collectivité publique, établissement de droit public ou institution reconnue par la loi de la santé

- Néant

Documents supplémentaires à joindre pour l'accueil de l'exercice de la prostitution
(établissement public spécialisé)

¹Lorsque la demande est déposée par une personne physique, elle doit comprendre une copie d'une pièce d'identité, de son titre de séjour si elle n'est pas de nationalité suisse, d'un extrait du casier judiciaire, du certificat AVS et du contrat de bail.

²Lorsqu'elle est déposée par une personne morale, elle doit comprendre un extrait du registre du commerce et, s'agissant de la personne responsable, une copie d'une pièce d'identité, de son titre de séjour si elle n'est pas de nationalité suisse et d'un extrait du casier judiciaire.

³La demande doit être adressée au service de la consommation et des affaires vétérinaires si elle porte sur un établissement public spécialisé et à l'office de contrôle (rue du Parc 117, CP 1164, 2300 La Chaux-de-Fonds <http://www.ne.ch/autorites/DEAS/SEMP/organisation/Pages/ofco.aspx>) dans les autres cas.

Le requérant de l'autorisation atteste que les informations fournies sont exactes et complètes.

La personne qui signe doit être habilitée à le faire par l'entité requérante. A défaut, l'autorisation éventuellement délivrée est nulle.

Lieu et date

Signature du requérant
